

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 18/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VERHAEGHE INDUSTRIES

Parc d'Activités Ravennes les Francs
Avenue Jean Perrin
59910 Bondues

Références : -
Code AIOT : 0007000553

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 dans l'établissement VERHAEGHE INDUSTRIES implanté Parc d'Activités Ravennes les Francs Avenue Jean Perrin 59587 Bondues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 03/12/2025 s'inscrit dans le cadre de la procédure de cessation d'activité du site.

VERHAEGHE INDUSTRIES a notifié sa cessation d'activité sur le site de BONDUES le 21/02/2025.

L'attestation de mise en sécurité du site a été délivrée le 07/07/2025 par la société ENTIME. L'objectif de l'inspection était le contrôle de la mise en sécurité du forage et de l'entretien du séparateur hydrocarbures.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERHAEGHE INDUSTRIES
- Parc d'Activités Ravennes les Francs Avenue Jean Perrin 59587 Bondues
- Code AIOT : 0007000553
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VERHAEGHE INDUSTRIES fait partie du groupe français SAGAERT. Elle a été rachetée il y a une dizaine d'années à la famille VERHAEGHE qui reste propriétaire du terrain et des bâtiments.

L'entreprise exploite un atelier de teinture sur fil, dans un bâtiment unique, établi sur la zone d'activité de Ravennes-les-Francs à BONDUES.

L'établissement met en œuvre les procédés suivants :

- teinture en autoclave de tout type de fils continus ou filés de fibre ;
- teinture en continu sur Aramides, Nomex, etc ;
- traitements de lavage, rétraction, adoucissage, hydrofugation.

La société vend les bobines de fils teintés à d'autres entités du groupe SAGAERT mais également à des clients propres. Les bobines serviront notamment à fabriquer des lacets, des cordes ou encore des sangles.

L'établissement est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral du 28 janvier 2002 au titre de la rubrique 2330 - Teinture, impression, apprêt enduction, blanchiment et délavage de matières textiles - de la nomenclature des installations classées.

Le volume d'activité autorisé de l'atelier de teinture est de 8 tonnes/jour. Ce volume d'activité a été réduit à 4,5 tonnes/jour par arrêté préfectoral complémentaire du 05 janvier 2006.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	CONTROLES ADMINISTRATIFS	Code de l'environnement du 04/02/2023, article L171-1-I.1°	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite du 03/12/2025 sur le site VERHAEGHE à BONDUES, l'inspection a constaté une non-conformité : l'inspection n'a pas pu accéder aux locaux accueillant les installations de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : CONTROLES ADMINISTRATIFS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/02/2023, article L171-1-I.1°
Thème(s) : Autre, Accès aux installations
Prescription contrôlée : I. - Les fonctionnaires et agents chargés des contrôles prévus à l'article L. 170-1 ont accès : 1° Aux locaux accueillant des installations, des ouvrages, des travaux, des aménagements, des opérations, des objets, des dispositifs et des activités soumis aux dispositions du présent code, à l'exclusion des locaux à usage d'habitation. Ils peuvent pénétrer dans ces lieux entre 8 heures et 20 heures et, en dehors de ces heures, lorsqu'ils sont ouverts au public ou lorsque sont en cours des opérations de production, de fabrication, de transformation, d'utilisation, de conditionnement, de stockage, de dépôt, de transport ou de commercialisation mentionnées par le présent code ; [...]
Constats : L'inspection a informé par courriel du 24/11/2025 l'exploitant d'une visite sur site le 03/12/2025 à partir de 11h. Le 02/12/2025, l'inspection a transmis par courriel un rappel à l'exploitant. Le 03/12/2025, l'inspection s'est rendue sur site à 11h. Aucun représentant de l'exploitant n'était sur site. Le parking en face du bâtiment d'exploitation non clôturé était accessible. L'inspection a constaté ne pas avoir accès ni à l'intérieur du bâtiment d'exploitation ni à l'intérieur du local d'implantation du forage, les portes d'accès à ces bâtiments étant fermées à clé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans le cadre de ses missions de contrôle, l'inspecteur de l'environnement doit avoir accès aux installations conformément à l'article L171-1-I.1°. du code de l'environnement. Il est donc demandé à l'exploitant de permettre aux inspecteurs de l'environnement (spécialité installations classées) l'accès aux locaux accueillant ses installations
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours